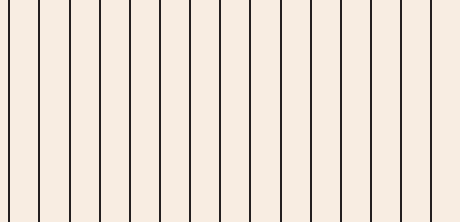


NOTES OUEST-AFRICAINES



DES RÉSEAUX DE CONFLIT FRAGMENTÉS EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST



NOTES OUEST-AFRICAINES



DES RÉSEAUX DE CONFLIT FRAGMENTÉS EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST

MARS 2024, NO.41

OLIVIER WALTHER ET DAVID RUSSELL

NOTES OUEST-AFRICAINES

Les *Notes ouest-africaines* analysent les transformations socio-économiques, politiques et sécuritaires africaines, leurs interactions et leurs effets. Destinées à une audience d'experts, de chercheurs, de décideurs, elles visent à informer, stimuler la discussion, et nourrir les politiques. Disponibles en anglais et/ou en français, elles peuvent être téléchargées sur <https://doi.org/10.1787/24151149>.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

Walther, O.J. et D. Russell (2024), "Des réseaux de conflit fragmentés en Afrique du Nord et de l'Ouest", Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO), *Notes Ouest-Africaines*, No. 41, Éditions OCDE, Paris.

<https://doi.org/10.1787/24151149>

Contact auteurs :

Olivier Walther, owalther@ufl.edu

David Russell, david.russell@ufl.edu

Les documents de travail de l'OCDE ne doivent pas être présentés comme reflétant les vues officielles de l'OCDE ou de ses pays Membres. Les opinions exprimées et les arguments employés sont ceux des auteurs. Les documents de travail décrivent des résultats préliminaires ou des recherches en cours menés par l'auteur/les auteurs et sont publiés pour stimuler la discussion sur un large éventail de questions sur lesquelles l'OCDE travaille. Les commentaires sur les documents de travail sont les bienvenus et peuvent être adressés à CSAO/OCDE, 2 rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Autorisé pour publication par Sibiri Jean Zoundi, Directeur ad intérim, Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (OCDE/CSAO).

© **OCDE 2024**

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : <http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.

Résumé :

En Afrique, les conflits armés impliquent une myriade de forces étatiques, groupes rebelles et organisations extrémistes entretenant des relations d'alliance et de rivalité en constante fluctuation. Des organisations alliées un jour peuvent s'affronter le lendemain, puis coopérer à nouveau. Cette note met à jour les travaux précurseurs menés par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) de l'OCDE sur les réseaux de conflit de la région à l'aide d'une approche formelle des réseaux, connue sous le nom d'analyse dynamique des réseaux sociaux. S'appuyant sur les données collectées par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) sur 3 800 acteurs et 60 000 événements violents au cours de la période 1997-2023, elle étudie l'évolution dans le temps des liens d'alliance et de rivalité entre acteurs violents, à l'échelon régional et local. Elle souligne l'augmentation du nombre de belligérants, la densification des relations de rivalité et la polarisation croissante des réseaux de conflit. Ces dynamiques sont extrêmement inquiétantes pour l'avenir de la région, puisqu'en plus de rendre les efforts de paix plus ardues que jamais, elles contribuent à la hausse du nombre de victimes civiles potentielles.

Mots clés : Conflits, violence politique, réseaux, analyse dynamique des réseaux sociaux, Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest, Sahel

Codes JEL : D74, D85, H56, N47

Remerciements :

L'équipe éditoriale et rédactionnelle du Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest :

Direction éditoriale et rédaction : Marie Trémolières

Rédaction : Preeya Khongwir et Lia Beyeler

Layout : Luminess

Le CSAO/OCDE souhaite exprimer sa sincère gratitude et son appréciation au Dr Olivier Walther pour sa collaboration avec le Club au cours des dix dernières années. Ses connaissances et ses perspectives ont enrichi le programme du Club, notamment sur les questions de sécurité et de frontières, et nous nous réjouissons de poursuivre nos travaux innovants ensemble.

Cette note est publiée dans le cadre du MOU entre le CSAO/OCDE et le Groupe de recherche sur le Sahel de l'Université de Floride. Cette collaboration vise à : encourager le dialogue entre recherche et politiques afin de mieux anticiper les changements au Sahel et en Afrique de l'Ouest ; et promouvoir l'expertise ouest-africaine en renforçant les liens avec les chercheurs et centres de recherche africains.

Auteurs :

Dr Olivier J Walther, est professeur associé de géographie à l'Université de Floride. Ses recherches actuelles, s'appuyant sur l'analyse spatiale et l'analyse des réseaux sociaux, portent sur le commerce transfrontalier et la violence politique transnationale en Afrique de l'Ouest. Il dirige le Laboratoire des réseaux africains de l'Université de Floride et y est membre du Groupe de recherche sur le Sahel. Ces dix dernières années, il a contribué en qualité de chercheur principal ou de partenaire à différents projets de recherche à financement externe auprès de l'OCDE, de la National Science Foundation, de la NASA et de l'Organisation des Nations Unies. E-mail : owalther@ufl.edu

David G Russell est doctorant au sein du Département de géographie de l'Université de Floride. Avant de rejoindre cette institution, M. Russell menait des travaux de recherche dans le cadre de l'initiative « Bridging Divides » de l'Université de Princeton. Il est titulaire d'un MSc en géographie de l'Université de l'Idaho et d'un BA en histoire du Middlebury College. Ses travaux, axés sur la quantification des dynamiques spatiotemporelles de la violence politique, portent une attention particulière aux réseaux de conflit. E-mail : david.russell@ufl.edu

Les auteurs souhaitent remercier l'équipe ACLED pour l'accès aux données.

LE CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) est une plateforme internationale dont le Secrétariat est hébergé au sein de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Le CSAO/OCDE produit et cartographie des données, fournit des analyses informées et facilite le dialogue stratégique, pour faciliter une meilleure anticipation des transformations de la région et leur effet sur les territoires. Par son approche rétrospective et prospective, il promeut des politiques plus contextualisées en tant que leviers d'intégration régionale, de développement durable et de stabilité. Ses domaines de travail portent sur les dynamiques alimentaires, l'urbanisation, le climat et la sécurité.

Ses membres et partenaires financiers sont l'AFD (Agence française de développement), l'Autriche, la Belgique, le Canada, le CILSS (Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel), la Commission de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest), la Commission européenne, l'Espagne, les États-Unis, la France, la GIZ (*Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*), le Luxembourg, les Pays-Bas, la Suisse et la Commission de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine).

Pour en savoir plus : www.oecd.org/csao
<https://mapping-africa-transformations.org/fr/>

● AVANT-PROPOS

Au sein de la Coalition pour le Sahel, qui réunit plus d'une cinquantaine d'États et d'organisations d'Afrique et d'au-delà, le Club du Sahel et l'Afrique de l'Ouest (CSAO) de l'OCDE anime avec constance le « pilier connaissance », en lien avec de nombreuses structures et programmes d'études, ainsi que le monde académique et scientifique. Objectiver les enjeux auxquels le Sahel et ses populations sont confrontés est assurément essentiel à la compréhension de ses défis mais aussi à la formulation de réponses pertinentes.

L'un de ces sujets, le plus brûlant sans doute, est la violence armée subie par les populations. Depuis le début de mon mandat de Haut représentant de la Coalition en septembre 2023, j'ai pu mesurer à quel point il est au cœur des préoccupations collectives, notamment à l'occasion de mes entretiens aux Nations Unies.

Le Sahel est malheureusement l'une des régions du monde où cette violence a le plus fortement augmenté en une année, avec un corollaire d'impacts négatifs multiples. Cela déstructure les communautés au plan économique comme psychologique, réduit à néant des efforts de développement et d'éducation, exacerbe la dépendance humanitaire, et redessine la géographie humaine. Ainsi un camp de réfugiés est devenu la seconde ville de mon pays, la Mauritanie.

Dans ce contexte, je me dois de saluer l'apport de la base de données ACLED (*Armed Conflict Location & Event Data Project*) utilisée par le CSAO pour construire son indicateur des dynamiques spatiales des conflits (SCDi), qui offre un outil précieux pour objectiver l'ampleur de ces violences, notamment leurs acteurs, leur typologie, leurs réseaux et dynamiques.

Face à l'urgence, je forme le vœu que ce travail nourrisse la formulation de politiques publiques nationales, régionales et des partenariats internationaux.

S.E.M. Hamadi Meimou
Haut représentant de la Coalition pour le Sahel

TABLE DES MATIÈRES

● ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES	P.7
● RÉSUMÉ.....	P.8
● DES CONFLITS DOMINÉS PAR DES RELATIONS DE RIVALITÉ.....	P.9
● ANALYSE DYNAMIQUE DES RÉSEAUX DE CONFLIT	P.10
● RÉSEAUX DE VIOLENCE	P.14
- Augmentation du nombre d'acteurs en conflit.....	P.14
- Densification des relations de rivalité.....	P.18
- Polarisation croissante autour d'acteurs puissants	P.22
● PERSPECTIVES.....	P.25
● RÉFÉRENCES	P.27

● ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES

ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
AQMI	Al-Qaïda au Maghreb islamique
CSAO	Club du Sahel de l'Afrique de l'Ouest
DSNA	Analyse dynamique des réseaux sociaux (<i>Dynamic Social Network Analysis</i>)
EIS	État islamique au Sahel
GATIA	Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés
GNA	Gouvernement d'accord national (Libye) (<i>Government of National Accord</i>)
GNS	Gouvernement de stabilité nationale (Libye) (<i>Government of National Stability</i>)
GNU	Gouvernement d'union nationale (Libye) (<i>Government of National Unity</i>)
ISWAP	État islamique en Afrique de l'Ouest
JNIM	Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (<i>Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin</i>)
LNA	Armée nationale libyenne (Libyan National Army)
MNJTF	Force multinationale mixte (<i>Multinational Joint Task Force</i>)
MSA	Mouvement pour le salut de l'Azawad
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie

● RÉSUMÉ

En Afrique du Nord et de l'Ouest, les conflits armés se démarquent par la multiplicité des acteurs violents impliqués. Outre les forces gouvernementales, s'y côtoient des groupes extrémistes, des rebelles, des milices politiques et identitaires, et des mercenaires. Les alliances et rivalités qu'entretiennent ces acteurs sont souvent éphémères. Des organisations alliées un jour s'affrontent le lendemain, puis coopèrent à nouveau dans une logique opportuniste.

C'est pour mieux comprendre les fluctuations de ces relations que le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) de l'OCDE lance en 2021 l'une des premières études consacrées aux réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest (OCDE/CSAO, 2021^[1]). Cette note met à jour ces travaux à l'aide d'une approche formelle des réseaux, l'analyse dynamique des réseaux sociaux (Dynamic Social Network Analysis [DSNA]). S'appuyant sur les données collectées par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) sur 3 800 acteurs et 60 000 événements violents, elle étudie l'évolution des liens d'alliance et de rivalité entre acteurs violents sur la période 1997-2023. L'analyse, menée à l'échelon régional, se penche également sur trois zones de conflit : le Sahel central, la région du lac Tchad et la Libye.

Les résultats montrent l'augmentation ininterrompue, depuis la fin des années 2000, du nombre d'acteurs impliqués dans des violences politiques. Au premier semestre 2023, on dénombre 480 acteurs impliqués – en tant que victimes ou auteurs – dans des actes de violence, contre 287 en 2013. Chaque acteur a en moyenne plus de trois ennemis. Cette fragmentation de l'environnement conflictuel se reflète dans la multiplication des relations de rivalité, de 771 en juin 2023, contre 430 dix ans auparavant. Dans cette note, on entend par « rivalité » toute relation conflictuelle entre deux acteurs qui aboutit à un événement violent, et par « alliance », toute relation de coopération entre plusieurs acteurs (Encadré 1). Si les rivalités ont toujours été plus prévalentes que les alliances dans la région, l'écart se creuse depuis le début des années 2010, avec des conséquences dramatiques pour la stabilité de la région et la sécurité des populations civiles.

L'analyse souligne la centralisation de plus en plus forte de l'environnement conflictuel autour d'un petit nombre d'acteurs extrêmement violents. Afin de suivre cette évolution, on examine la densité et la centralisation des réseaux de conflit. La première éclaire sur le niveau de cohésion des réseaux, et la seconde, sur leur propension à se polariser ou non autour de quelques acteurs clés. Les résultats confirment la densité plus forte des relations de rivalité par rapport à celles de coopération au cours des 23 dernières années, et la hausse de cette densification depuis le début des années 2010. Cet essor récent des relations de rivalité et des acteurs violents résulte de la multiplication des insurrections djihadistes dans le Sahel et de la guerre civile en Libye.

La dégradation de la situation sécuritaire pousse un nombre croissant d'acteurs étatiques et non étatiques à nouer des alliances formelles ou opportunistes. La légère tendance globale à la hausse de la coopération est principalement due à la formation d'un gouvernement d'union nationale en Libye et, en second lieu, à l'établissement de nouveaux partenariats entre gouvernements africains, milices locales et mercenaires, ainsi qu'à la consolidation des groupes djihadistes. Cette évolution contribue à la polarisation des activités violentes autour de quelques acteurs puissants qui ont fusionné avec des groupes alliés ou détruit leurs ennemis.

L'augmentation du nombre de belligérants, la densification des relations de rivalité et la polarisation croissante des réseaux de conflit sont autant de dynamiques extrêmement inquiétantes. En plus de rendre les efforts de paix plus ardues que jamais, elles contribuent à l'augmentation du nombre de victimes civiles potentielles.

● DES CONFLITS DOMINÉS PAR DES RELATIONS DE RIVALITÉ

En Afrique, les conflits armés impliquent un nombre croissant d'acteurs violents qui se disputent le contrôle des ressources naturelles, des populations civiles et des routes commerciales. Outre les forces gouvernementales, se côtoient dans l'environnement conflictuel groupes rebelles, mouvements djihadistes, milices défendant des intérêts ethniques et politiques, groupes d'autodéfense formés en réponse aux menaces insurrectionnelles, mercenaires, troupes militaires étrangères et forces de maintien de la paix (Walther, Leuprecht et Skillicorn, 2020^[2]). En 2023, on dénombre 141 acteurs impliqués dans des attaques violentes dans le Sahel central, contre 38 en 2012, au début de la guerre civile au Mali. Cette évolution est portée par l'intensification des conflits armés à travers la région et leur propagation transnationale à des zones restées pacifiques jusque récemment (OCDE/CSAO, 2020^[3] ; Radil et Walther, 2024^[4]).

Les alliances et rivalités entre ces acteurs violents sont loin d'être stables. Des organisations alliées un jour peuvent s'affronter le lendemain, puis coopérer à nouveau. Ces relations évoluent au gré des luttes internes entre factions et des pressions extérieures exercées par les États et leurs alliés internationaux. Dans certains cas, des organisations violentes s'allient temporairement en vue de partager des renseignements, de pallier des lacunes militaires ou d'attaquer un ennemi commun. Ces alliances restent souvent courtes, du fait de la forte propension des organisations violentes à se scinder en factions rivales. Au Mali, des groupes djihadistes affiliés à Al-Qaïda et à l'État islamique ont parfois uni leurs forces contre le gouvernement et ses alliés, avant de s'affronter sur des questions territoriales et idéologiques par exemple (Nsaibia, Beevor et Berger, 2023^[5]). En Libye, le conflit est marqué par la succession de phases d'alliance et de fragmentation des acteurs violents. Depuis le début de la guerre civile en 2011, les forces gouvernementales et les milices connaissent un niveau d'alliance fluctuant, culminant avec la formation du gouvernement d'union nationale (Government of National Unity [GNU]) en 2021 (Lacher, 2023^[6]).

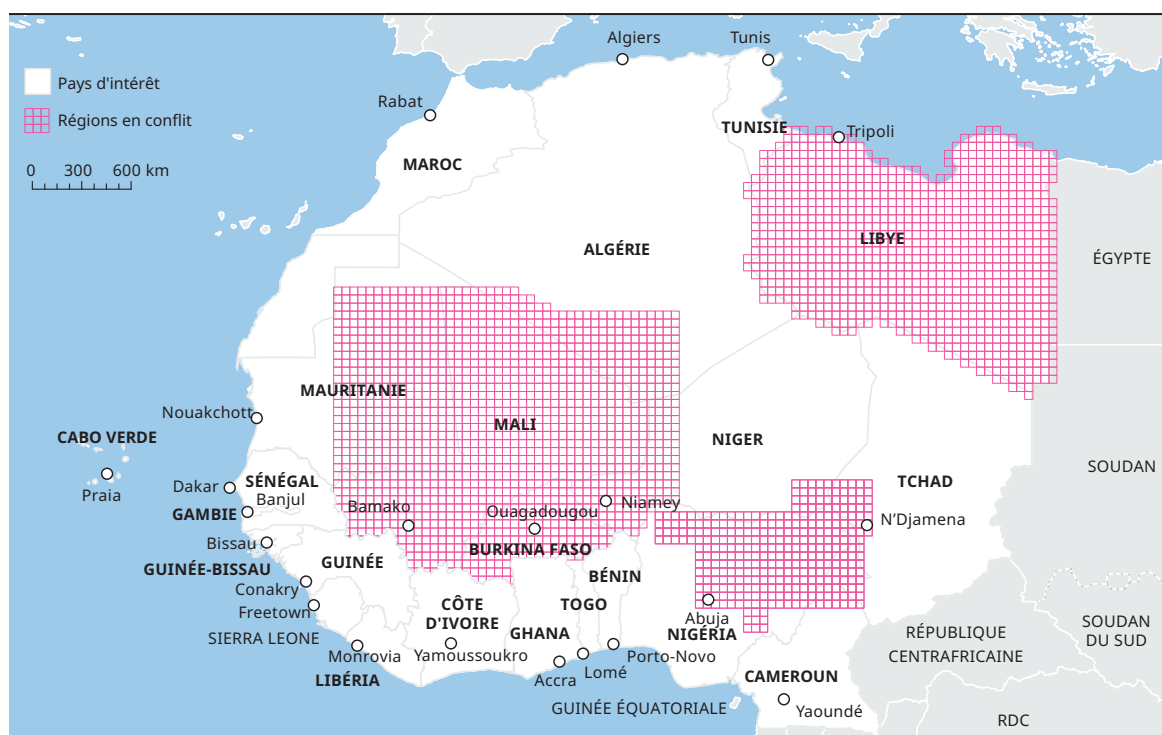
L'étude des alliances et rivalités entre organisations violentes en Afrique du Nord et de l'Ouest constitue un enjeu de taille pour les responsables politiques et les chercheurs, du fait de la nature extrêmement fluctuante de ces relations et du nombre croissant d'acteurs impliqués. Cette note met à jour des travaux antérieurs s'appuyant sur une approche formelle des réseaux, l'analyse dynamique des réseaux sociaux (Dynamic Social Network Analysis [DSNA]) (OCDE/CSAO, 2021^[1]). S'appuyant sur les données collectées par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) sur 3 800 acteurs et 60 000 événements violents, elle étudie l'évolution des liens d'alliance et de rivalité entre acteurs violents à l'échelon régional et, plus en détail, dans trois grandes zones de conflit.

Les résultats pointent l'augmentation ininterrompue, depuis la fin des années 2000, du nombre d'acteurs impliqués dans des violences politiques. Ils mettent au jour des conflits dominés par les relations de rivalité et aux alliances relativement rares, où les acteurs violents instaurent et entretiennent donc bien plus de relations d'opposition que de coopération. Ils font en outre ressortir la polarisation croissante de l'environnement conflictuel autour de quelques acteurs parvenant à asseoir leur pouvoir par la fusion avec des groupes alliés ou la destruction de leurs ennemis.

● ANALYSE DYNAMIQUE DES RÉSEAUX DE CONFLIT

Cette note se fonde sur l'analyse dynamique des réseaux sociaux, une approche conjuguant la perspective relationnelle de l'analyse des réseaux sociaux (Social Network Analysis [SNA]) et leur analyse temporelle (Zammit-Mangion et al., 2013^[7]). Elle cartographie les fluctuations des alliances et rivalités entre forces étatiques, acteurs non étatiques et civils dans 21 pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 1997. Elle analyse trois zones de conflit – le Sahel central, la région du lac Tchad et la Libye – se distinguant par l'essor rapide des acteurs violents, leur extension au-delà des frontières nationales et le très grand nombre de victimes ces 20 dernières années (carte 1).

Carte 1.
Pays et zones de conflit étudiées



Note : Les zones de conflit sont similaires à celles identifiées dans les études précédentes. Elles englobent tous les territoires où la violence politique est particulièrement prévalente dans le Sahel central et le bassin du lac Tchad, ainsi que l'ensemble de la Libye.

Source : (OCDE/CSAO, 2020^[3])

L'analyse utilise les données d'ACLED sur les conflits survenus dans les 21 pays de la région à l'étude entre le 1er janvier 1997 et le 30 juin 2023. Ces données sont subdivisées en trois types d'événements : (i) les combats, qui désignent toute « interaction violente entre deux groupes armés politiquement organisés » ; (ii) les explosions et les violences perpétrées à distance, qui renvoient aux « événements violents unilatéraux lors desquels le moyen employé pour livrer le conflit engendre une asymétrie en privant la cible de la possibilité de réagir » ; et (iii) les violences contre les civils, qui englobent « les événements violents lors desquels un groupe armé organisé inflige délibérément des violences à des non-combattants non armés » (ACLED, 2017^[8]). 59 548 événements violents sont identifiés.

Ces informations permettent la constitution d'une base de données unique répertoriant les liens entre différents acteurs au fil du temps (Encadré 1). Ces liens peuvent être de deux types : alliance ou rivalité. Une alliance entre deux acteurs implique qu'ils ont établi une forme de coopération. Elle peut se matérialiser par un partenariat formel entre forces militaires, comme dans le cadre de l'opération Barkhane au Mali (2014-22), une collaboration de long terme entre acteurs non étatiques, ou encore une association opportuniste contre un ennemi commun. Une rivalité implique quant à elle une relation d'opposition entre acteurs, qui peut prendre diverses formes et ne fait pas nécessairement de victimes. Ces deux types de liens forment un réseau social, au sein duquel les nœuds représentent les acteurs et les liens, les alliances ou les rivalités (Encadré 2).

Encadré 1

Classification des acteurs selon ACLED

Le terme « acteur » désigne les entités étatiques, non étatiques ou civiles impliquées – en tant qu'auteurs ou victimes – dans des actes de violence, toutes n'étant pas des organisations formelles. Les données d'ACLED répertorient jusqu'à quatre acteurs dans chaque événement violent : un acteur principal (A) ; un acteur associé (C) qui peut avoir collaboré avec A ; un second acteur principal (B), en conflit avec A et C ; et un second acteur associé (D), allié à B. La liste d'événements fournie par ACLED est transposée en série de dyades entre tous les acteurs impliqués dans des événements violents depuis 1997, en multipliant le nombre d'événements par celui de dyades possibles. Si A et C sont impliqués dans un événement violent contre B et D, cet événement sera par exemple répertorié six fois afin de prendre en compte toutes les paires d'acteurs simultanément (A coopère avec C, B coopère avec D, A s'oppose à B, A s'oppose à D, C s'oppose à B, C s'oppose à D).

ACLED distingue huit catégories d'acteurs en fonction de leurs objectifs et de leur structure : les forces étatiques ; les rebelles ; les milices politiques ; les milices identitaires ; les émeutiers ; les manifestants ; les civils ; et les forces extérieures. Tout en s'appuyant sur ces catégories, cette étude y apporte deux modifications mineures.

Elle fusionne tout d'abord les différentes appellations retenues par ACLED pour désigner un même acteur, afin de réduire le nombre de liens des réseaux d'alliance et de rivalité. ACLED répertorie par exemple les forces de police égyptiennes sous 10 appellations différentes selon le régime qu'elles servent et l'unité impliquée dans l'événement violent. Seule exception : la Libye, pour laquelle cette étude conserve des entités distinctes entre les « Forces militaires de Libye », les « Forces militaires de Libye, faction de Haftar » et les « Forces militaires de Libye, gouvernement d'accord national ». Cette modification explique le nombre nettement plus faible de forces étatiques dans cette analyse que dans les études antérieures (OCDE/CSAO, 2021^[1]).

ACLED répertorie par ailleurs de nombreuses catégories de civils (pêcheurs, agriculteurs, professionnels de santé, enseignants, femmes, entre autres). Là encore, dans le souci de réduire le nombre d'acteurs potentiels au sein des réseaux, ces différentes catégories sont fusionnées en une seule appellation globale par pays (par exemple, « Civils (Mali) »).

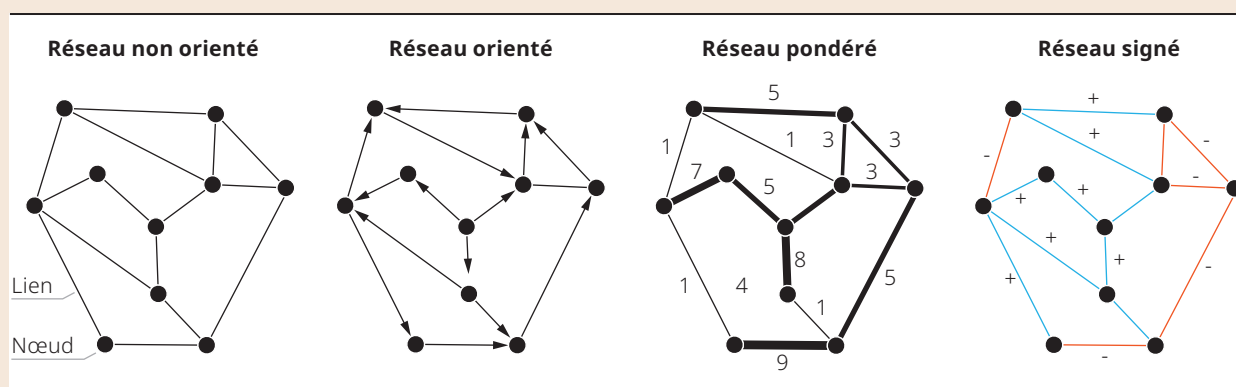
Encadré 2

Types de réseaux

Un réseau peut se visualiser comme un ensemble d'acteurs (nœuds) représentant des individus, groupes ou régions liés entre eux par des relations sociales, religieuses, économiques ou politiques (liens). Un réseau peut être non orienté et non pondéré : la seule information alors disponible est l'existence de liens entre les nœuds (Graphique 1). À l'inverse, un réseau peut être orienté si la relation entre les nœuds implique une forme de direction, par exemple lorsque l'on sait qui fait parvenir de l'argent à qui. Un réseau peut aussi être pondéré si les liens ont une valeur numérique, par exemple le nombre de jours que deux acteurs ont passés ensemble. Enfin, certains réseaux peuvent être signés lorsqu'ils indiquent la nature positive ou négative des liens.

Graphique 1.

Réseaux non orientés, orientés, pondérés et signés



Source : Adaptation des auteurs d'après (OCDE/CSAO, 2021^[1]).

Les réseaux de conflit représentant les différentes alliances et rivalités sont ici signés et non orientés, car les données d'ACLED ne permettent pas d'identifier les acteurs comme auteurs ou victimes des événements violents. Seule exception : les civils, toujours considérés non armés et victimes d'un autre acteur. Une dyade constituée d'un acteur civil et d'un autre acteur ne pourra, à ce titre, donner lieu qu'à un lien négatif.

La liste d'événements est transposée en série de dyades. Lorsque des acteurs sont alliés lors d'un événement, on considère qu'ils continuent d'entretenir cette relation de coopération pendant un certain temps après cet événement, et vice versa. Afin d'intégrer la dimension temporelle des liens, on fixe ainsi à 30 jours la durée des relations de coopération et d'opposition, au terme desquels ces relations prennent fin lorsqu'aucun nouvel événement n'intervient entre eux. À l'inverse, la survenue d'un nouvel événement de même type (alliance ou rivalité) renouvelle cette relation. Ce seuil temporel se fonde sur la durée médiane des relations dyadiques observée dans la base de données ACLED.

L'étude tient également compte de la possible consécutive des relations de coopération et d'opposition : dans ce cas, un événement de l'autre type interrompt le lien existant et le remplace par un lien de cet autre type. Si deux acteurs s'opposent, leur lien de rivalité dure alors jusqu'à ce que

30 jours s'écoulent sans survenue d'un autre affrontement entre eux, ou jusqu'à ce qu'ils coopèrent soudainement, entamant alors un lien d'alliance. Cette analyse est réalisée à l'aide du package TSNA sur R (Bender-deMoll et Morris, 2021^[9]).

Afin de déceler les changements au sein des réseaux d'alliance et de rivalité, deux mesures sont étudiées : la densité et la centralisation. Celles-ci caractérisent la structure de l'ensemble du réseau, plutôt que la position structurelle des acteurs. Tandis que la densité donne une indication du niveau de cohésion d'un réseau, la centralisation reflète sa propension à se polariser ou non autour de quelques acteurs clés. Ces deux mesures complémentaires s'avèrent idéales pour la modélisation de l'évolution temporelle des réseaux de conflit.

- **La densité du réseau** rend compte de la proportion de liens effectivement présents au sein du réseau par rapport au nombre maximum de liens possibles si chaque acteur était relié à tous les autres acteurs. Elle peut aller de 0 (aucun lien) à 1 (nombre maximal de liens) et varie en fonction de la taille du réseau : les grands réseaux tendront ainsi à être de plus faible densité que les petits, le nombre de relations simultanées qu'un acteur peut entretenir n'étant pas illimité. Dans un réseau de coopération, une augmentation de la densité indique une hausse des alliances entre acteurs et/ou une diminution du nombre d'acteurs, peut-être due à la fusion de forces alliées. Selon la même logique, dans un réseau d'opposition, une augmentation de la densité indique une augmentation des rivalités entre acteurs et/ou une diminution du nombre d'acteurs impliqués dans des événements violents.

- **La centralisation du réseau** rend compte de sa propension à se polariser ou non autour de quelques acteurs clés. Elle va de 0, lorsque le réseau est décentralisé et que tous les acteurs ont le même nombre de liens, à 1, lorsque tous les acteurs sont reliés à un acteur central sans être liés les uns aux autres, à l'instar du réseau « en étoile » (Borgatti, Everett et Johnson, 2018^[10]). Dans un réseau de coopération, une augmentation de la centralisation indique la polarisation d'un nombre croissant d'alliances autour d'un acteur dominant, comme lors de la signature d'un accord de paix entre le gouvernement et une multitude de groupes rebelles et de milices locales. Dans un réseau d'opposition, l'augmentation de la centralisation indique, quant à elle, que les acteurs violents sont de plus en plus en conflit avec un acteur dominant sans nécessairement s'affronter entre eux, comme lorsqu'une organisation extrémiste violente s'oppose à la fois aux forces étatiques et aux acteurs non étatiques et n'a aucun allié dans une région.

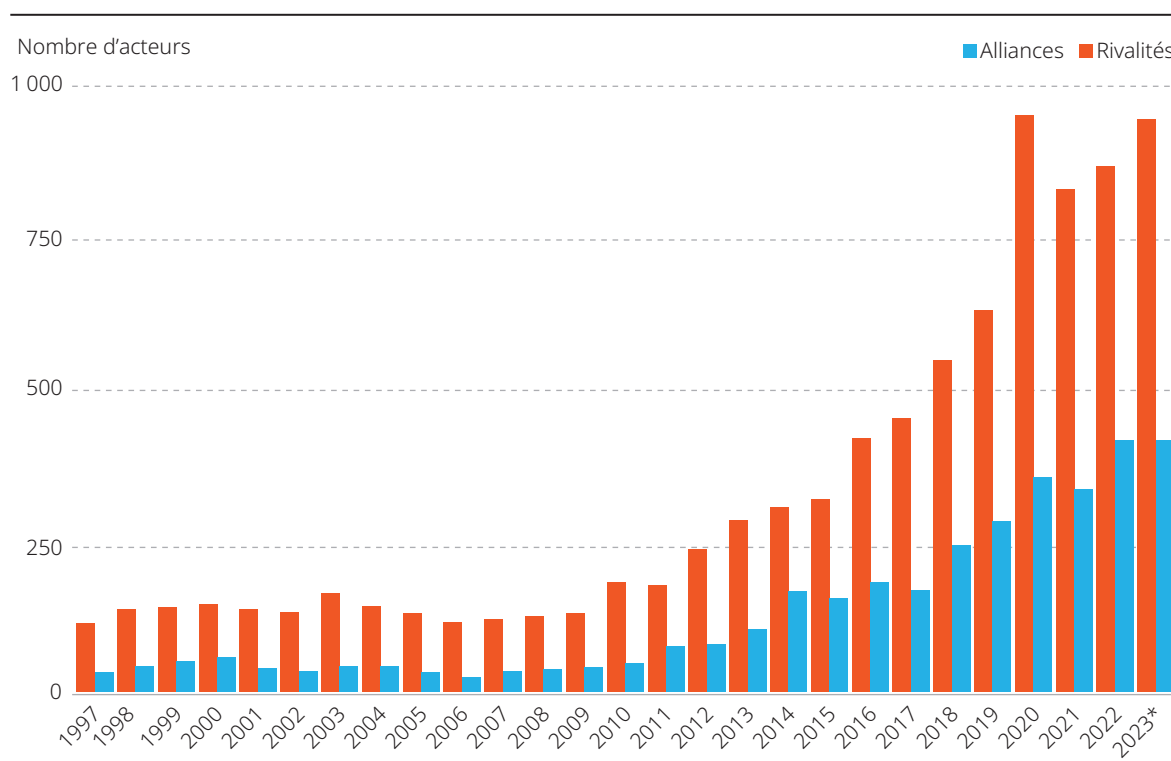
● RÉSEAUX DE VIOLENCE

Augmentation du nombre d'acteurs en conflit

En Afrique du Nord et de l'Ouest, les conflits armés se caractérisent par la hausse du nombre d'acteurs violents. Selon les dernières projections, le nombre d'acteurs impliqués dans des rivalités avoisinerait 960 fin 2023, soit le deuxième le plus élevé à compter de 1997. Depuis que des données détaillées sont collectées dans la région, ces acteurs ont toujours été plus nombreux que ceux impliqués dans des alliances (Graphique 2), mais l'écart se creuse rapidement depuis le début des années 2010, avec des conséquences dramatiques pour la stabilité de la région et la sécurité des populations civiles.

Graphique 2.

Acteurs impliqués dans des relations d'alliance et de rivalité en Afrique du Nord et de l'Ouest, 1997-2023



Note : Les données de 2023 sont des projections basées sur la multiplication par deux du nombre d'événements répertoriés jusqu'au 30 juin

Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023_[11]).

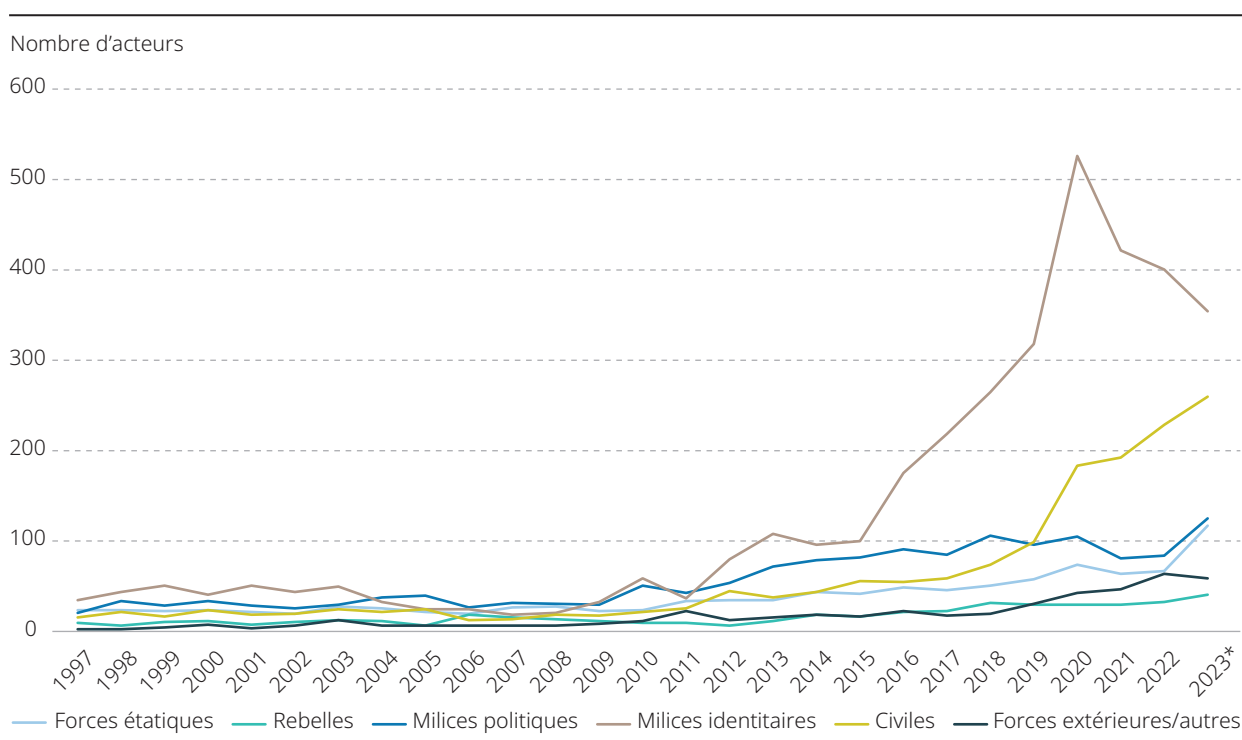
Tous les types d'acteurs ont vu leur nombre augmenté depuis le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009 et du conflit malien en 2012 (Graphique 3). Les milices sont de loin le type d'acteur violent le plus représenté, comptant pour moitié des acteurs en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest en 2023. ACLED en identifie deux : les milices politiques, organisations dont l'objectif est d'influer sur la gouvernance, la sécurité et l'action publique dans un pays donné ; et les milices identitaires, qui représentent un ensemble hétérogène d'intérêts ethniques, religieux, régionaux ou communautaires s'inscrivant dans des conflits (principalement locaux) de ressources et de pouvoir. Au Mali, le Groupe d'autodéfense touareg Imghad et alliés (GATIA) et le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) sont par exemple répertoriés dans la catégorie des milices politiques, tandis que le groupe dogon Dan Na Ambassagou et toutes les autres milices dozo, peul ou touareg rentrent dans celle des milices identitaires.

La légère diminution du nombre de milices identitaires ces dernières années s'explique par la fin de la guerre civile en Libye. Selon ACLED, les milices politiques et identitaires y sont ainsi impliquées dans 117 décès en 2022, contre 2 433 en 2014. En Afrique de l'Ouest, les milices identitaires et politiques sont en revanche responsables d'une grande part des violences actuelles, comme sur le reste du continent (Raleigh, 2016^[12]). L'essor de ces milices est d'autant plus inquiétant qu'elles sont souvent utilisées par les États, les dirigeants religieux et les leaders communautaires pour renforcer leur pouvoir local, s'arroger l'accès aux ressources et régler les différends, sans grand égard pour les droits humains.

L'impact des activités de ces acteurs violents se matérialise par la forte augmentation du nombre de civils impactés. Jamais dans l'histoire récente de la région les civils n'ont été la cible d'autant d'acteurs violents : en 2022, ACLED recense ainsi 8 116 civils tués en Afrique du Nord et de l'Ouest, contre 1 532 en 2012. Depuis la fin des troubles civils apparus dans le sillage du Printemps arabe et de la guerre civile en Libye, la plupart des victimes civiles sont à déplorer en Afrique de l'Ouest, notamment au Nigéria, au Burkina Faso, au Mali, au Cameroun et au Niger (OCDE/CSAO, 2023^[13]).

Graphique 3.

Acteurs en conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest, par type, 1997-2023



Note : Les données de 2023 sont des projections basées sur la multiplication par deux du nombre d'événements répertoriés jusqu'au 30 juin.

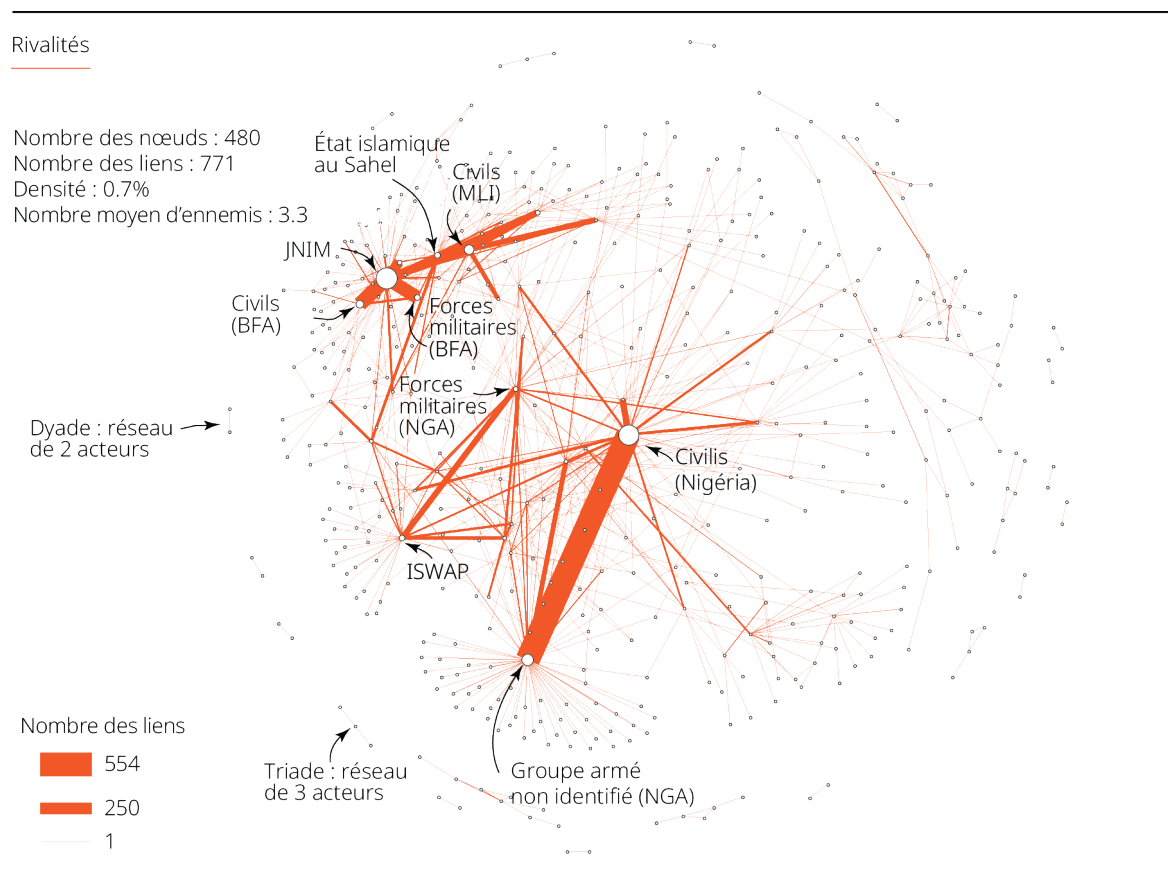
Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023^[11]).

La multiplication des acteurs a d'importantes conséquences sur l'environnement conflictuel régional. Le sociogramme permet de représenter ce réseau complexe de façon novatrice : chaque nœud y représente un acteur impliqué (en tant qu'auteur ou victime) dans un événement violent ; et chaque lien, un acte de violence entre eux. Le graphique 4 révèle ainsi la présence de 480 acteurs impliqués, en tant qu'auteurs ou victimes, dans des actes de violence au premier semestre 2023 en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que de 771 liens de rivalité. Chacun de ces acteurs a en moyenne trois ennemis. Pour mettre en exergue les principaux belligérants, la largeur des liens est proportionnelle au nombre d'oppositions entre deux acteurs sur la période d'observation.

Le réseau apparaît remarquablement compact au vu de la taille de la région, du nombre de pays concernés et de la multiplicité des acteurs impliqués dans des actes de violence. La plupart des acteurs sont liés à la composante principale du réseau, au centre du sociogramme, et très peu de groupes isolés de deux (dyades) ou trois (triades) acteurs se dégagent. Cette configuration confirme que la région est devenue un vaste théâtre de conflit militaire, où les activités violentes ne sont plus isolées mais s'intègrent dans un environnement conflictuel plus large.

Cibles des forces gouvernementales, d'organisations extrémistes violentes et d'autres groupes armés, les civils nigériens occupent le centre de ce réseau. Au premier semestre 2023, ACLED recense 527 affrontements entre groupes armés non identifiés et civils au Nigéria, avec un bilan de 554 morts. Dans le Sahel central, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (en arabe, Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin [JNIM]) se démarque non seulement comme la plus grande coalition d'organisations djihadistes de la région, mais aussi comme celle comptabilisant le plus d'ennemis. Le groupe est ainsi en conflit avec les forces militaires du Burkina Faso, du Mali et du Niger, des milices identitaires comme Dan Na Ambassagou, des groupes d'autodéfense comme les Volontaires pour la défense de la patrie (VDP), d'autres groupes djihadistes comme l'État islamique au Sahel (EIS), et des civils.

Graphique 4.
Réseau de rivalités en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2023



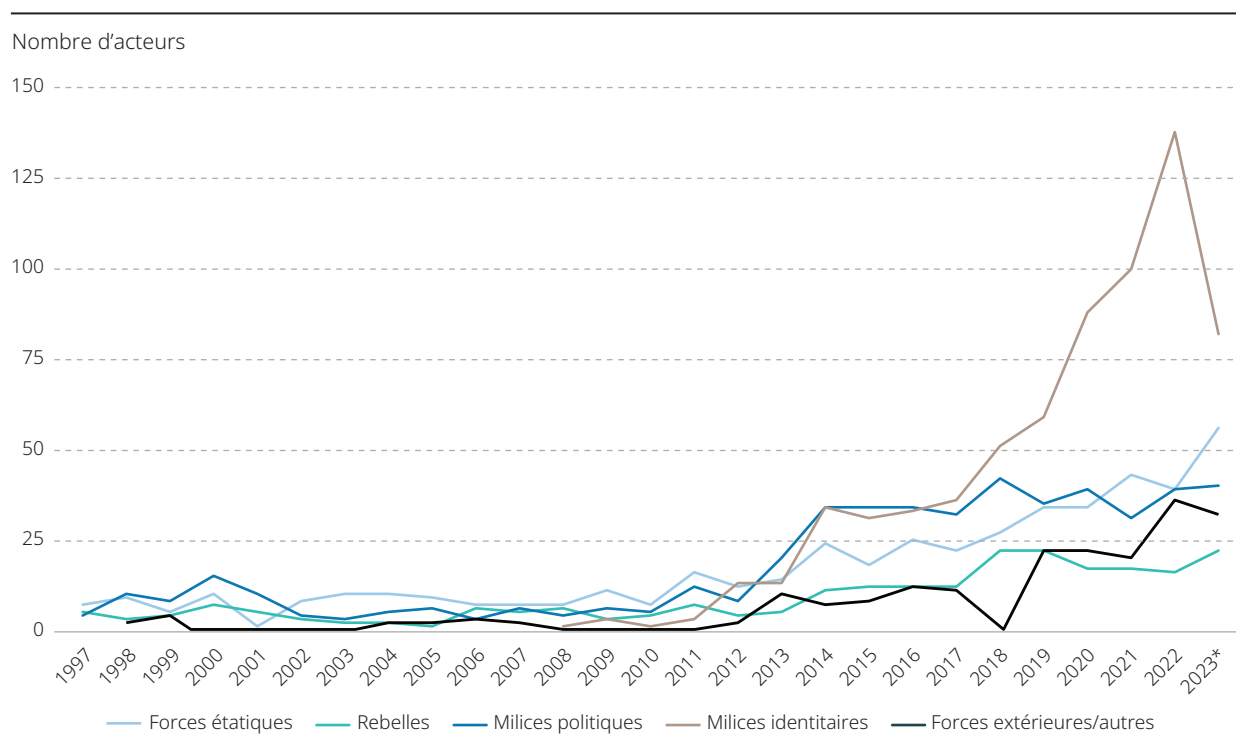
Note : Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2023. L'épaisseur des liens est proportionnelle au nombre de relations conflictuelles entre acteurs impliqués dans des événements violents en Afrique du Nord et de l'Ouest. La taille des nœuds est quant à elle proportionnelle au nombre de liens qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs (centralité de degré). BFA=Burkina Faso, MLI=Mali, NGA=Nigéria.

Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023_[11]).

La nécessité de faire face à la multiplicité des conflits de la région explique la hausse du nombre d’alliances en Afrique du Nord et de l’Ouest depuis le début des années 2010 (Graphique 5). Face à la propagation des conflits armés à des zones auparavant épargnées par les violences, les acteurs étatiques et non étatiques nouent des relations de coopération dans l’espoir qu’elles les aideront à protéger leurs intérêts. Cette évolution vaut pour tous les types d’acteurs, en particulier les forces étatiques, qui concluent des alliances militaires avec des forces étrangères, d’autres pays de la région, ou encore des mercenaires comme le Groupe Wagner au Mali (Elscher, 2022^[14]). Comme pour le nombre d’acteurs en conflit, la baisse récente du nombre d’acteurs entretenant des liens de coopération résulte de la fin de la deuxième guerre civile libyenne, dans laquelle les milices occupaient une place prépondérante. Ces milices constituent d’ailleurs à présent une composante importante de l’État libyen.

Graphique 5.

Acteurs entretenant des liens de coopération en Afrique du Nord et de l’Ouest, par type, 1997-2023

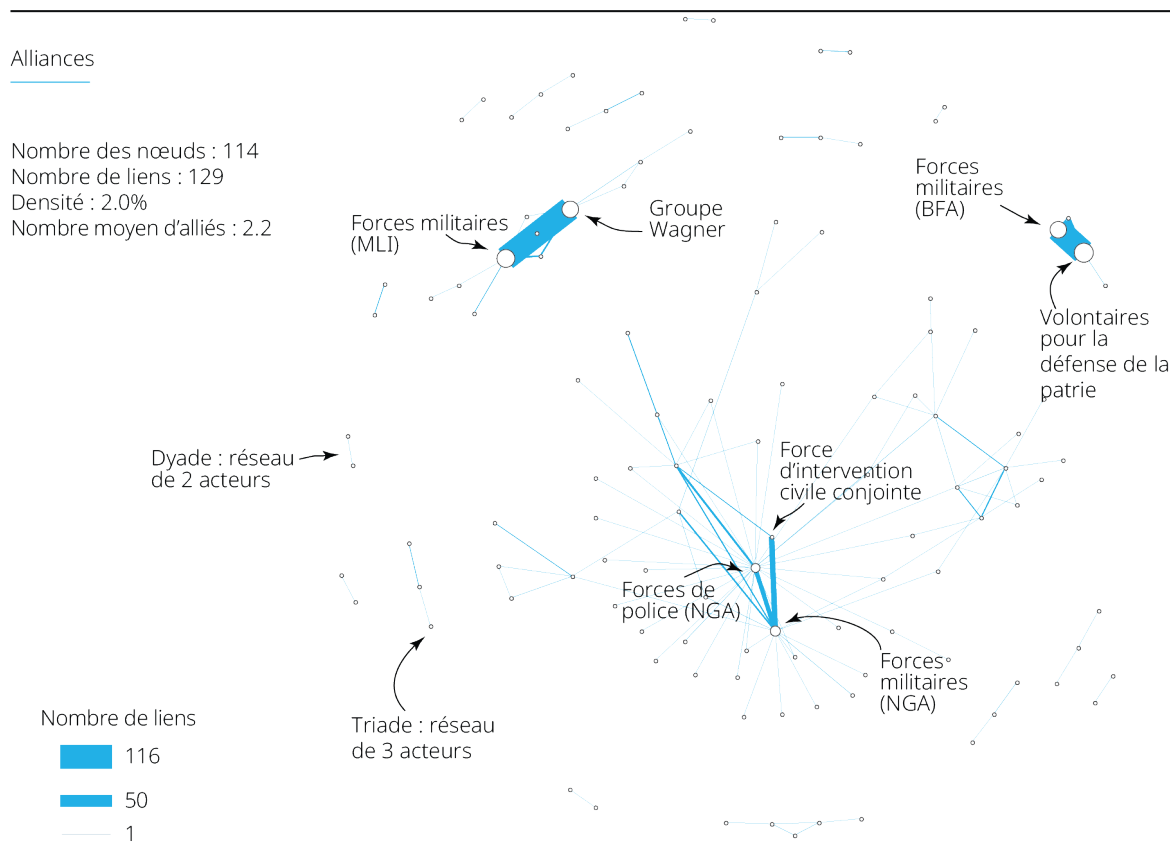


Note : Les données de 2023 sont des projections basées sur la multiplication par deux du nombre d’événements répertoriés jusqu’au 30 juin. Par définition, les civils ne sont pas armés et ne peuvent donc pas entretenir des liens de coopération, d’où l’absence de leur mention dans ce graphique.

Source : Auteurs, d’après les données (ACLED, 2023^[11]).

Le réseau reliant les acteurs volontairement engagés dans des liens d’alliance apparaît bien plus limité que celui des acteurs en rivalité, avec un total de seulement 114 acteurs et 129 relations de coopération au 30 juin 2023 (Graphique 6). Chacun de ces acteurs a en moyenne un peu plus de deux alliés. Ce réseau ressort par ailleurs dominé par les alliances entre les forces gouvernementales et leurs milices alliées. Sa composante principale regroupe les forces militaires et policières nigérianes et la Force d’intervention civile conjointe, une fédération de milices créée pour lutter contre Boko Haram. Dans le Sahel central, les alliances les plus actives sont celles entre les forces militaires du Mali et le Groupe Wagner (115 événements conjoints), et entre les forces militaires du Burkina Faso et les VDP (116 événements conjoints), une force auxiliaire formée en 2019 et principalement impliquée dans la lutte contre le JNIM.

Graphique 6.
Réseau d'alliances en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2023



Note : Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2023. L'épaisseur des liens est proportionnelle au nombre de relations de coopération entre acteurs impliqués dans des événements violents en Afrique du Nord et de l'Ouest. La taille des nœuds est quant à elle proportionnelle au nombre de liens qu'ils entretiennent avec d'autres acteurs (centralité de degré). BFA=Burkina Faso, MLI=Mali, NGA=Nigéria.

Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023_[11]).

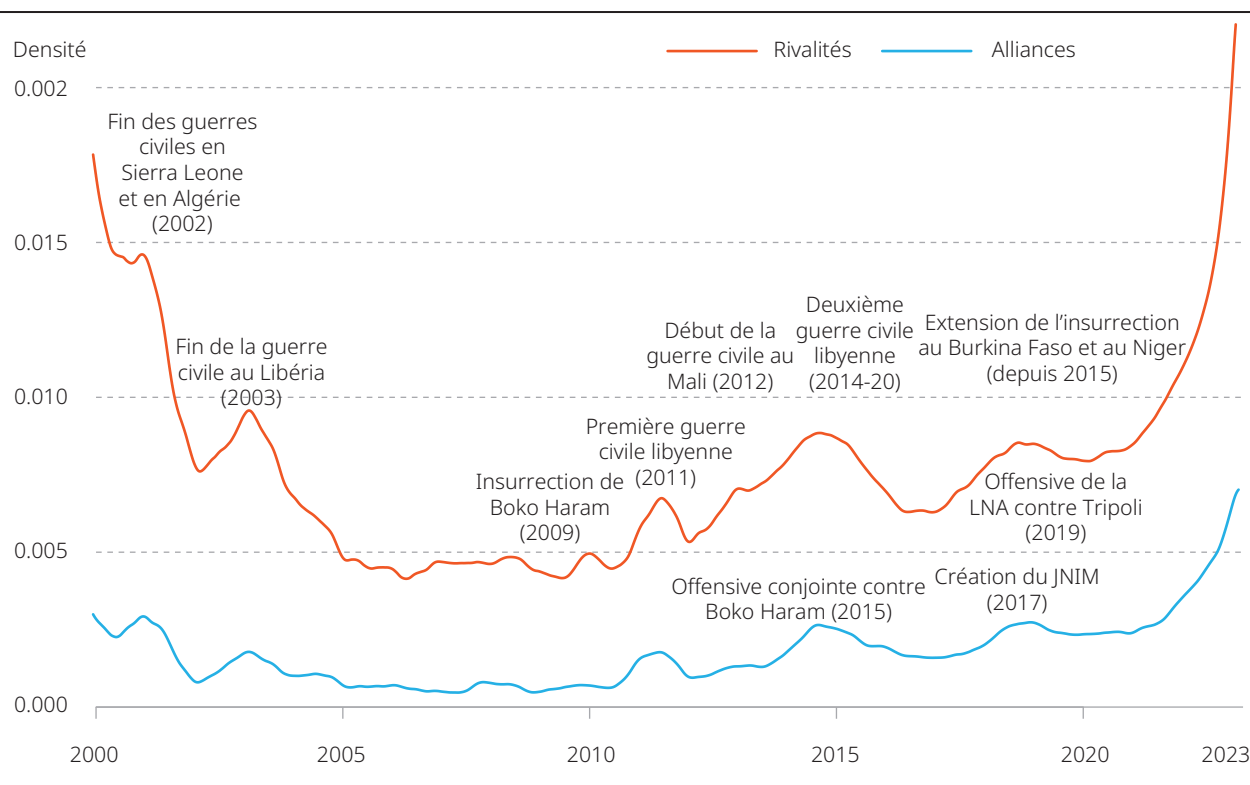
Densification des relations de rivalité

Les réseaux de conflit évoluent constamment, au gré de l'apparition de nouveaux acteurs ou de leur disparition, ainsi que de l'établissement de nouveaux liens d'alliance ou au contraire de rivalité. Ce constat vaut particulièrement pour l'Afrique du Nord et de l'Ouest, où les relations entre les groupes se distinguent par leur grande instabilité (Bencherif et Campana, 2018_[15]). Pour appréhender l'évolution à long terme de l'environnement conflictuel, cette étude s'attache tout d'abord à la densité des réseaux d'alliance et de rivalité, à l'échelon régional et dans chacune des zones de conflit examinées plus en détail. La densité mesure la proportion de liens effectivement présents au sein d'un réseau. Dans les réseaux de rivalité de forte densité, les acteurs ont de nombreux ennemis, tandis que dans les réseaux d'alliance, ils comptent de nombreux alliés. La densification d'un réseau implique généralement la diminution du nombre d'acteurs et/ou de liens, et s'accompagne souvent de la formation de nombreux sous-groupes d'acteurs s'affrontant régulièrement ou établissant des coalitions durables.

Le bilan des 23 dernières années permet de dresser un premier constat : ce sont les conflits qui dominent la scène régionale, et non la coopération, comme en témoigne la densité des relations de rivalité, constamment supérieure à celle des relations de coopération (Graphique 7). Les données sur les conflits soulignent le creusement, à deux reprises, de l'écart entre ces deux types de relations au cours des 20 dernières années, signalant deux grandes vagues de violence dans la région. Le graphique 7 illustre clairement l'impact des conflits qui ont frappé le golfe de Guinée : initialement très élevée, la densité du réseau diminue avec la fin des guerres civiles en Algérie, en Sierra Leone et au Libéria au milieu des années 2000. Cette période mouvementée est suivie d'une courte accalmie, elle-même interrompue par le début de l'insurrection de Boko Haram en 2009, la première guerre civile libyenne en 2011 et la guerre au Mali en 2012. Trois des conflits les plus violents des 30 dernières années en Afrique du Nord et de l'Ouest éclatent à moins de trois ans d'intervalle. Chaque épisode majeur de violence est marqué par une densification soudaine du réseau, signifiant l'affrontement d'un nombre croissant d'acteurs violents contre un nombre croissant d'ennemis.

L'évolution temporelle des alliances apparaît bien moins contrastée : la densité des liens de coopération augmente occasionnellement, lorsque des forces étatiques s'allient pour combattre un ennemi commun, ou que des groupes extrémistes forment des coalitions plus étendues. En 2015, le Nigéria et ses voisins lancent notamment une vaste offensive contre Boko Haram sous l'égide de la Force multinationale mixte (Multinational Joint Task Force [MNJTF]), qui reste l'intervention militaire la plus meurtrière de la région depuis la fin des années 1990 (OCDE/CSAO, 2021_[11]).

Graphique 7.
Densité des réseaux en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-23

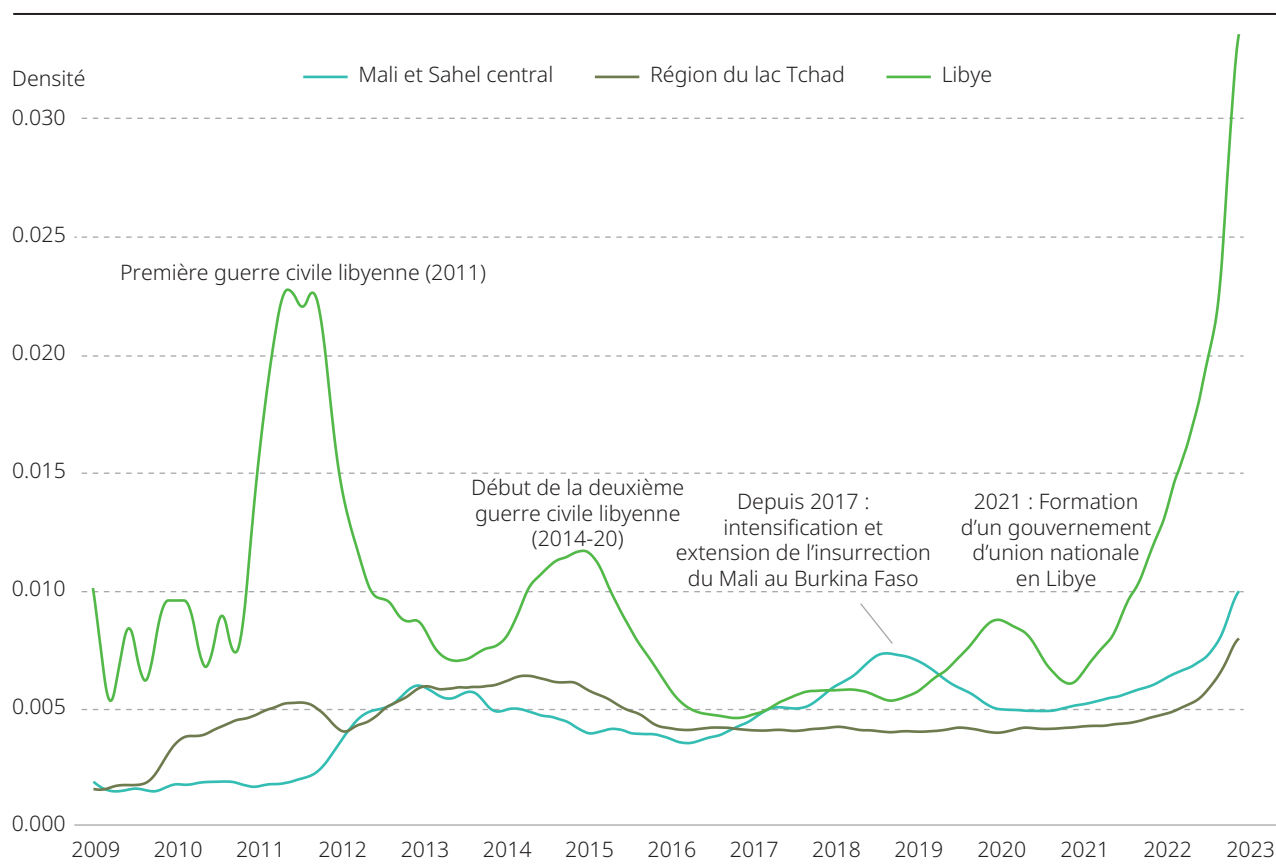


Note : Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2023. Leur évolution temporelle est lissée grâce à une décomposition saisonnière classique à l'aide de moyennes mobiles sur 90 jours.

Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023_[11]).

Dans chacune des trois zones de conflit étudiées, le réseau de rivalités s'est densifié (Graphique 8). Cette évolution est d'autant plus préoccupante que le nombre d'acteurs est en hausse, ce qui devrait théoriquement réduire la densité du réseau. C'est en Libye que l'environnement conflictuel est le plus instable, de par la nature du conflit libyen, moins asymétrique qu'ailleurs dans la région. La formation du GNU en 2021 ouvre une nouvelle ère de consolidation dans le pays : avec la fusion ou le retrait des acteurs violents, on observe en toute logique une densification du réseau entre ceux qui restent en conflit. Quant aux zones de conflit du Sahel central et de la région du lac Tchad, elles affichent toutes deux une densification progressive depuis 2020.

Graphique 8.
Densité du réseau de rivalités, par zone de conflit, 2009-23



Note : Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2023. Leur évolution temporelle est lissée grâce à une décomposition saisonnière classique à l'aide de moyennes mobiles sur 90 jours. Le terme «Mali et Sahel central» est utilisé pour caractériser le fait que les conflits qui affectent l'ouest du Niger et le Burkina Faso sont une extension du conflit malien.

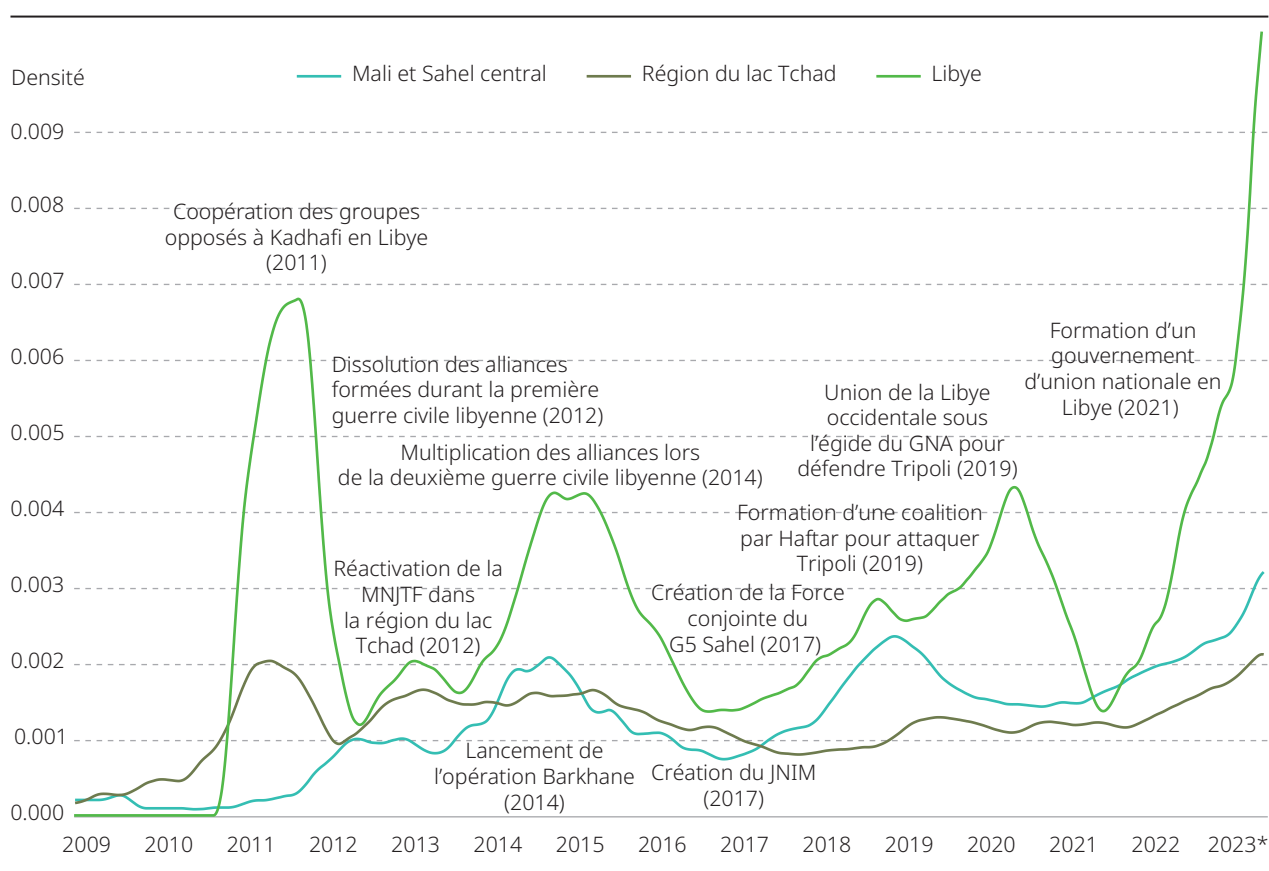
Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023^[11]).

La légère tendance globale à la hausse de la coopération observée à l'échelon régional est due à l'augmentation du niveau d'alliances dans le Sahel central, la région du lac Tchad et en Libye (Graphique 9). Ce constat confirme les constats précédents (OCDE/CSAO, 2021^[11]) notant l'avancée de la coopération entre acteurs étatiques et non étatiques en Libye et dans le Sahel central depuis 2017. Au nord du Sahara, la violence connaît un recul considérable en Libye depuis mars 2021 et la réunion au sein du GNU du gouvernement d'accord national (GNA), basé à Tripoli, et du gouvernement d'Abdallah al-Thani, basé

à Tobrouk. Malgré le succès relatif du GNU, celui-ci n'a pas l'aval de Khalifa Haftar, à la tête de l'Armée nationale libyenne (Libyan National Army [LNA]) basée à Tobrouk. Lui et ses alliés ont en effet préféré accorder leur confiance au gouvernement de stabilité nationale (Government of National Stability [GNS]), formé en mars 2022 à Syrte. Les différentes instances dirigeantes en Libye sont parvenues à asseoir leur pouvoir et la paix grâce à l'institutionnalisation d'un large éventail de milices (Lacher, 2023^[6]). Cependant, les divisions qui subsistent derrière cette unité de façade ne sont pas à l'abri de relancer le conflit en Libye.

Au sud du Sahara, l'alliance la plus puissante est celle née de la fusion en 2017 d'Al-Mourabitoune, d'Ansar Dine, de la Katiba Macina et des unités sahariennes d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) pour former le JNIM, entité intégrée en mesure de faire face aux éventuelles dissensions internes et de contrer des organisations concurrentes telles que l'État islamique au Sahel (EIS) (Nsaibia, Beevor et Berger, 2023^[5]). La zone de conflit du lac Tchad apparaît en revanche moins instable que les autres. Le niveau de coopération entre acteurs non étatiques y est très limité, ni Boko Haram ni son groupe dissident, l'État islamique en Afrique de l'Ouest (Islamic State West Africa Province [ISWAP]), ne s'étant montrés capables de nouer des alliances politiques avec d'autres organisations extrémistes.

Graphique 9.
Densité du réseau d'alliances, par zone de conflit, 2009-23



Note : Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2023. Leur évolution temporelle est lissée grâce à une décomposition saisonnière classique à l'aide de moyennes mobiles sur 90 jours. Le terme «Mali et Sahel central» est utilisé pour caractériser le fait que les conflits qui affectent l'ouest du Niger et le Burkina Faso sont une extension du conflit malien.

Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023^[11]).

Polarisation croissante autour d'acteurs puissants

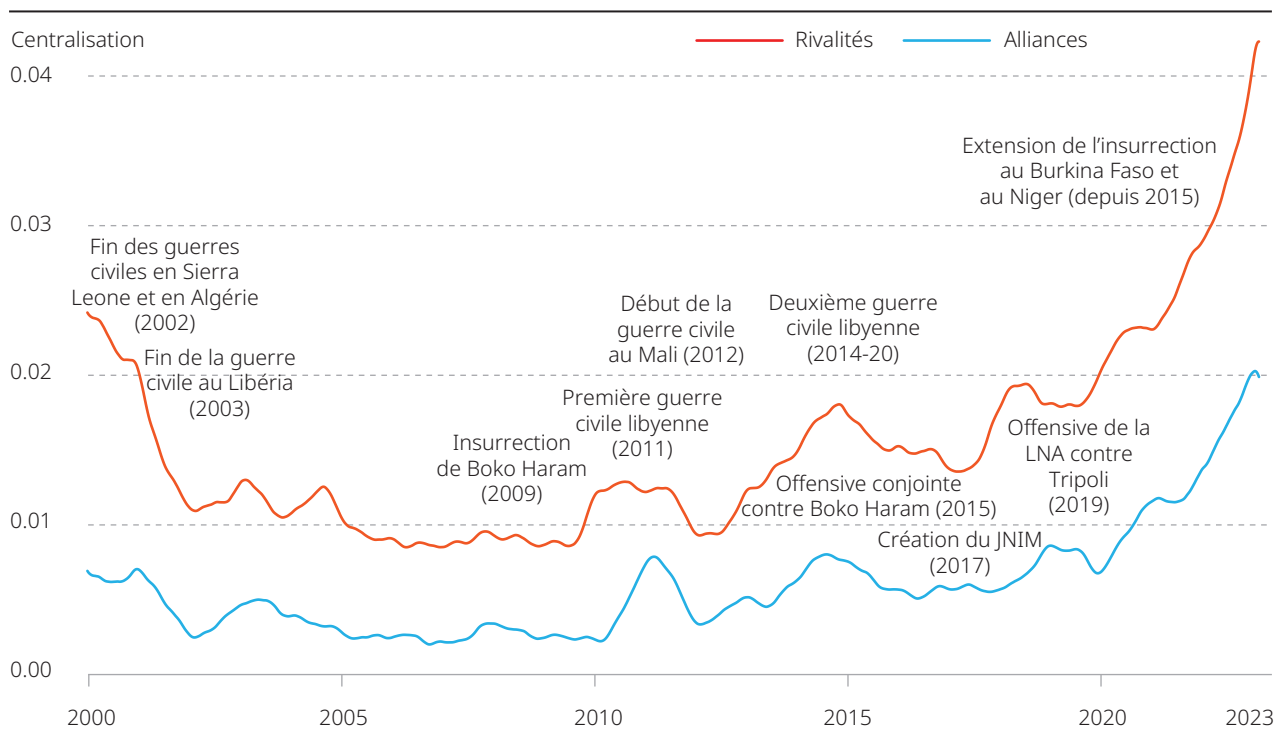
Cette étude pointe la présence, en Afrique du Nord et de l'Ouest, d'une violence politique de plus en plus centralisée. Elle mesure, pour parvenir à ce constat, la centralisation du réseau. Des scores élevés indiquent alors la domination du réseau par un ou quelques acteurs très centraux, entretenant de multiples liens avec d'autres acteurs.

Dans un réseau de rivalités, la centralisation marque l'émergence d'un acteur dominant, en conflit avec de nombreux ennemis. Il s'agit d'une structure conflictuelle de type « centre-périphérie », au sein de laquelle des acteurs puissants s'affrontant régulièrement sont entourés d'acteurs impliqués marginalement dans des actes de violence. Dans un réseau d'alliances, au contraire, la centralisation signe la formation par un ou quelques acteurs influents d'une large coalition autour d'eux. Il s'agit alors généralement d'une structure « en étoile », au sein de laquelle de nombreux acteurs sont reliés à un acteur central sans être liés les uns aux autres. Une forte centralisation est donc le signe d'une polarisation inquiétante du conflit dans un réseau de rivalités, tandis qu'elle indique la formation d'alliances dans un réseau de coopération.

Les deux peuvent évoluer simultanément au gré de l'intensification des conflits et de leur propagation à de nouvelles régions, comme en atteste le graphique 10 sur la centralisation des réseaux en Afrique du Nord et de l'Ouest depuis 2000. Depuis le début des années 2010, l'émergence de chaque conflit majeur est ainsi marquée par une hausse de la centralisation des réseaux à l'échelon régional.

Graphique 10.

Centralisation des réseaux d'alliances et de rivalités en Afrique du Nord et de l'Ouest, 2000-23

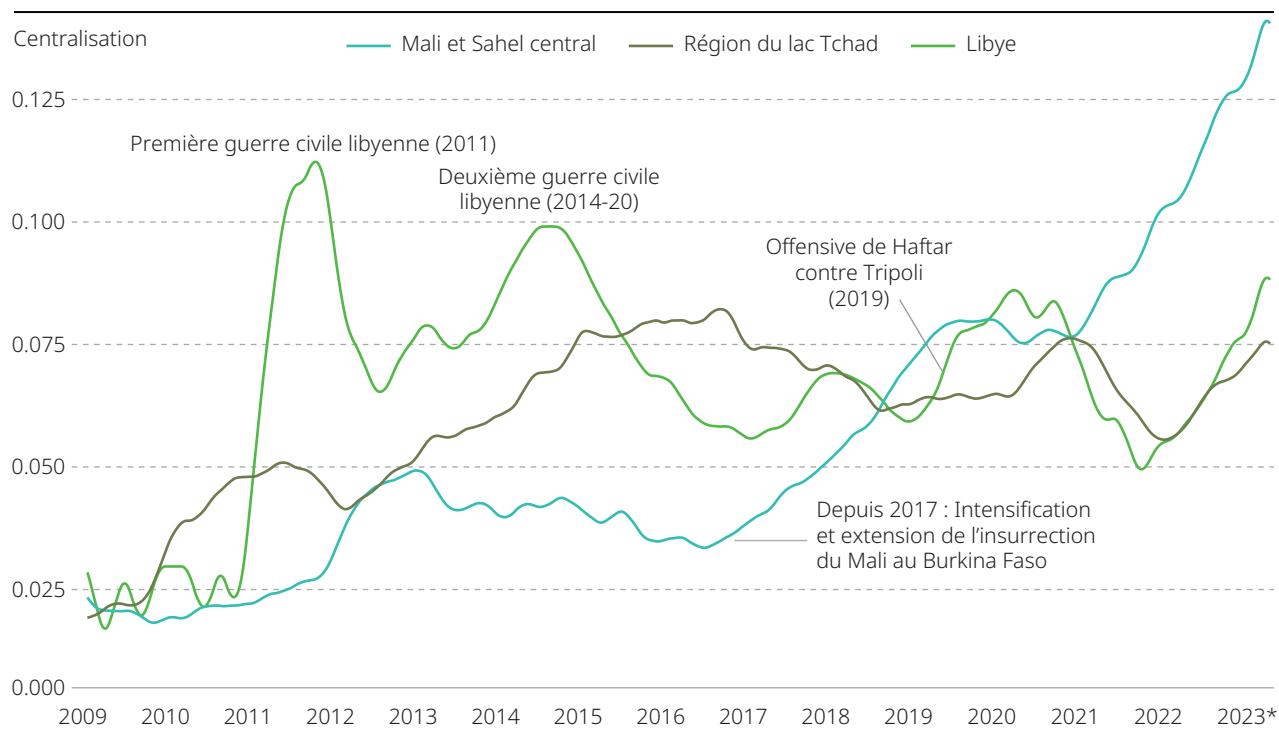


Note : Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2023. Leur évolution temporelle est lissée grâce à une décomposition saisonnière classique à l'aide de moyennes mobiles sur 90 jours.

Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023_[11])

Avec la consolidation du pouvoir en Libye et dans le Sahel central, la centralisation atteint des niveaux sans précédent (Graphique 11), sans aucun signe de potentielle inversion de cette tendance.

Graphique 11.
Centralisation des réseaux de rivalités, par zone de conflit, 2009-23



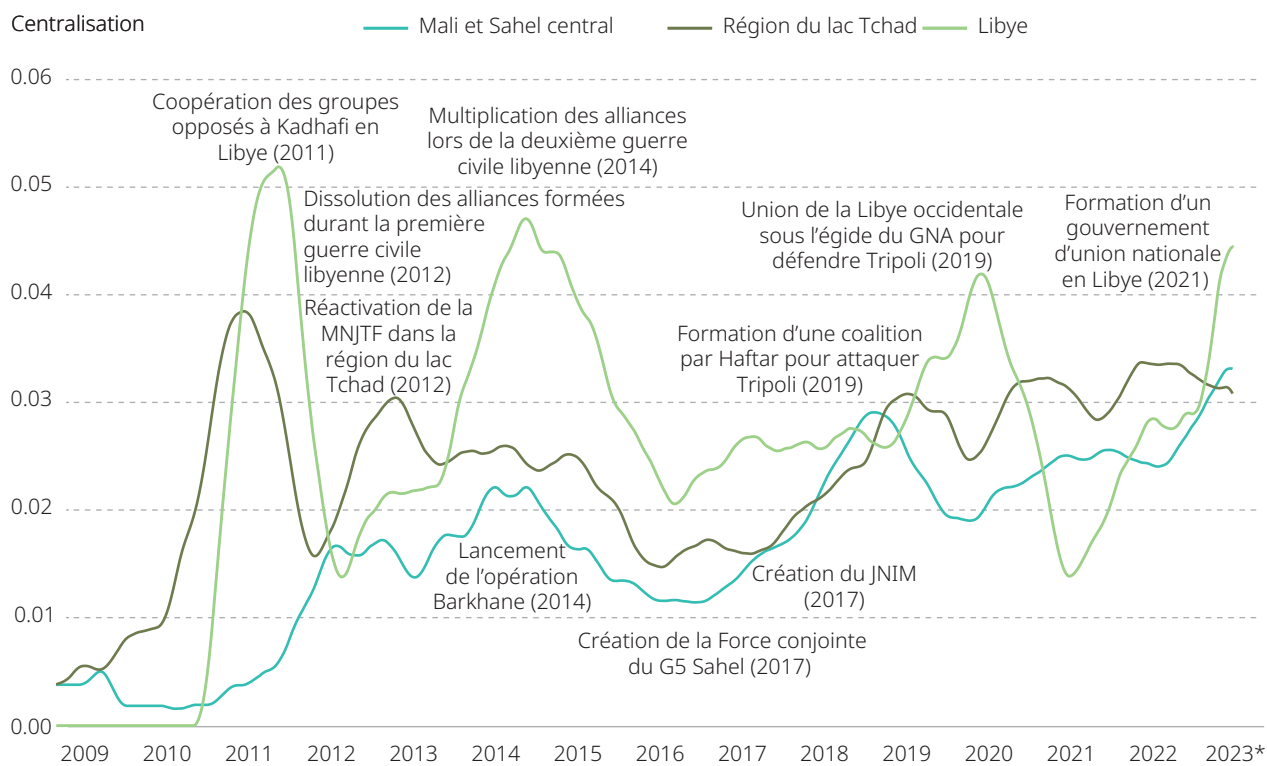
Note : Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2023. Leur évolution temporelle est lissée grâce à une décomposition saisonnière classique à l'aide de moyennes mobiles sur 90 jours. Le terme «Mali et Sahel central» est utilisé pour caractériser le fait que les conflits qui affectent l'ouest du Niger et le Burkina Faso sont une extension du conflit malien.

Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023_[11]).

La centralisation des réseaux d'alliances évolue dans la continuité des tendances observées les années précédentes dans chaque grande zone de conflit. Les réseaux d'alliances restent moins centralisés que ceux de rivalités, en dépit d'une lente augmentation du nombre d'alliances depuis le milieu des années 2010 (Graphique 12). C'est en Libye que le réseau d'alliances est le plus centralisé : malgré la formation du GNS en 2022, les forces supplétives des deux gouvernements rivaux ne s'y sont pas encore affrontées. Dans le Sahel central et la région du lac Tchad, les alliances restent comparativement rares et la décision récente de plusieurs États d'Afrique de l'Ouest de travailler principalement avec des mercenaires russes n'y change rien. La densité des réseaux de coopération reste en effet constante, les nouvelles alliances entre États sahéliens et acteurs russes venant simplement remplacer les partenariats militaires existants avec l'Allemagne, la France et les Nations Unies.

Graphique 12.

Centralisation des réseaux d'alliances, par zone de conflit, 2009-23



Note : Les données sont disponibles jusqu'au 30 juin 2023. Leur évolution temporelle est lissée grâce à une décomposition saisonnière classique à l'aide de moyennes mobiles sur 90 jours. Le terme «Mali et Sahel central» est utilisé pour caractériser le fait que les conflits qui affectent l'ouest du Niger et le Burkina Faso sont une extension du conflit malien.

Source : Auteurs, d'après les données (ACLED, 2023_[11]).

● PERSPECTIVES

Cette analyse confirme la pérennisation des dynamiques conflictuelles observées dans la région dans les études antérieures (OCDE/CSAO, 2021^[11]), avec l'augmentation du nombre de belligérants, la densification des relations de rivalité et la polarisation croissante des réseaux de conflit autour de quelques acteurs puissants, en Afrique du Nord comme de l'Ouest. Ces évolutions, extrêmement préoccupantes pour la stabilité de la région, reflètent toutefois des réalités différentes pour les « rives » nord et sud du Sahara.

Au nord du Sahara, depuis la fin de la deuxième guerre civile libyenne en 2020, la violence politique est à un niveau historiquement bas. Cependant, la succession de phases d'escalade et de désescalade de la violence en Libye depuis 2011 laisse présager un risque encore élevé de conflit entre les différents groupes armés. Ceux-ci, relativement inactifs à l'heure actuelle, continuent néanmoins d'exister et ont, pour bon nombre, été intégrés à l'appareil d'État libyen (Lacher, 2023^[6]).

Au sud du Sahara, la fin des interventions militaires étrangères au Sahel et les récents coups d'État militaires au Burkina Faso, en Guinée, au Niger et au Mali donnent lieu à des niveaux de violence très élevés. Au sud du Sahara, la fin des interventions militaires étrangères au Sahel et les récents coups d'État militaires au Burkina Faso, en Guinée, au Niger et au Mali donnent lieu à des niveaux de violence très élevés. Selon (ACLED, 2023^[11]), toutes les principales formes de violence politique sont ainsi à nouveau en hausse au sud du Sahara en 2023. Les violences contre les civils atteignent un niveau record, avec plus de 4 300 incidents répertoriés en 2023, contre 3 300 en 2020. L'année 2023 est de fait la plus violente qu'ait jamais connue l'Afrique de l'Ouest depuis que des données détaillées sur les conflits sont collectées dans la région. Les pays du Sahel, comme le Burkina Faso, le Mali et le Niger, payent un tribut particulièrement lourd aux violences politiques en 2023, avec plus de 3 600 incidents et un bilan de près de 14 000 morts, soit 4 000 de plus qu'en 2022. Un tiers de ces victimes sont des civils.

Nulle part ailleurs dans le monde un si grand nombre de pays voisins ne sont simultanément en proie à une telle instabilité politique. En plus de rendre les efforts de paix plus ardues que jamais dans la région, cette instabilité contribue à l'augmentation du nombre de victimes potentielles au sein des populations civiles.

Dans ce contexte, l'approche par réseaux peut, à plusieurs égards, apporter une contribution précieuse à l'étude de ces conflits armés et de leurs implications politiques. Tout d'abord, elle permet d'évaluer clairement l'importance structurelle de chaque acteur du réseau, sur la base de ses relations d'alliance et de rivalité. Jusqu'ici, seules quelques rares études ont fait le choix explicite d'adopter une approche formelle des réseaux de conflit et d'essayer de cartographier l'évolution de leurs dynamiques complexes dans le temps (Dorff, Gallop et Minhas, 2020^[16]); (Kim, Liu et Desmarais, 2023^[17]). Cette note entend poursuivre ces efforts en mobilisant deux mesures particulièrement adaptées pour la modélisation de conflits aux belligérants très mobiles ou liés par des alliances extrêmement fluctuantes.

Ensuite, l'application d'une approche par réseaux intégrant la dimension temporelle permet d'analyser l'évolution des dynamiques de violence au sein d'une région et de documenter le cycle de vie des conflits. Elle concourt, grâce à l'identification des dynamiques structurelles au sein des réseaux de conflit, à alerter sur les risques potentiels. Elle souligne en outre les forces relatives et les positions fluctuantes des acteurs individuels se disputant le pouvoir au gré de la montée en puissance ou de la perte d'influence des différents groupes au fil du temps. Avec la propagation de la violence à de nouvelles régions, un nombre croissant d'acteurs violents sont impactés, et rejoignent alors les rangs des insurgés ou tentent au contraire de former de nouvelles alliances pour les contrer.

Enfin, l'adoption d'une approche par réseaux permet de mieux anticiper les implications politiques des conflits. Elle comprend en effet l'étude approfondie de la façon dont toutes les parties prenantes d'un conflit sont interconnectées et dont des changements en apparence mineurs peuvent avoir des incidences majeures sur le conflit dans son ensemble. Si, comme le soutient cette note, les belligérants sont interconnectés au sein de l'environnement conflictuel, l'introduction de nouveaux acteurs, comme des forces extérieures ou des mercenaires, peut avoir des conséquences inattendues, que l'on ne parviendra à comprendre que par la cartographie de l'ensemble du réseau. En considérant les interventions internationales, les forces étatiques, les rebelles et les milices comme autant de composantes d'un système unique de conflit, l'approche par réseaux permet par conséquent de mieux cerner, dans leur globalité, les menaces pesant sur les civils et la stabilité de la région.

● RÉFÉRENCES

- ACLED (2023), *Armed Conflict Location & Event Data Project*, <https://acleddata.com/>. [11]
- ACLED (2017), « Armed Conflict Location & Event Data Project », *Codebook*, <https://acleddata.com/>. [8]
- Bender-deMoll, S. et M. Morris (2021), *Tools for Temporal Social Network Analysis, package R version 0.3.5*, <http://statnet.org/>. [9]
- Borgatti, S., M. Everett et J. Johnson (2018), *Analyzing Social Networks*, Sage. [10]
- Campana, A. et C. Jourde (dir. pub.) (2018), *Alliances of convenience: Assessing the dynamics of the Malian insurgency*, Routledge. [15]
- Dorff, C., M. Gallop et S. Minhas (2020), « Networks of violence: Predicting conflict in Nigeria », *The Journal of Politics*, vol. 82/2, pp. 476-493. [16]
- Elischer, S. (2022), « Populist civil society, the Wagner Group, and post-coup politics in Mali », *Notes ouest-africaines*, n°36, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b6249de6-en>. [14]
- Kim, S., H. Liu et B. Desmarais (2023), « Spatial modeling of dyadic geopolitical interactions between moving actors », *Political Science Research and Methods*, vol. 11/3, pp. 633-644. [17]
- Lacher, W. (2023), « Libya's militias have become the state », *SWP Comment*, vol. 44. [6]
- Nsaibia, H., E. Beevor et F. Berger (2023), *Jama'at Nusrat al-Islam wal-Muslimin (JNIM)*, Global Initiative Against Transnational Organized Crime and Armed Conflict Location & Event Data Project. [5]
- OCDE/CSAO (2023), *Urbanisation et conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/4044c408-fr>. [13]
- OCDE/CSAO (2021), *Réseaux de conflit en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/80c03df7-fr>. [1]
- OCDE/CSAO (2020), *Géographie des conflits en Afrique du Nord et de l'Ouest*, Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/4b0abf5e-fr>. [3]
- Radil, S. et O. Walther (2024), « Identifying local conflict trends in North and West Africa », *Notes ouest-africaines*, n° 42, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/24142026>. [4]
- Raleigh, C. (2016), « Pragmatic and promiscuous: Explaining the rise of competitive political militias across Africa », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 60/2, pp. 283-310. [12]
- Walther, O., C. Leuprecht et D. Skillicorn (2020), « Political fragmentation and alliances among armed non-state actors in North and Western Africa (1997-2014) », *Terrorism and Political Violence*, vol. 32/1, pp. 167-186. [2]
- Zammit-Mangion, A. et al. (2013), *Modeling Conflict Dynamics with Spatio-temporal Data*, Springer. [7]

NOTES OUEST-AFRICAINES

DES RÉSEAUX DE CONFLIT FRAGMENTÉS EN AFRIQUE DU NORD ET DE L'OUEST

En Afrique, les conflits armés impliquent une myriade de forces étatiques, groupes rebelles et organisations extrémistes entretenant des relations d'alliance et de rivalité en constante fluctuation. Des organisations alliées un jour peuvent s'affronter le lendemain, puis coopérer à nouveau. Cette note met à jour les travaux précurseurs menés par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) de l'OCDE sur les réseaux de conflit de la région à l'aide d'une approche formelle des réseaux, connue sous le nom d'analyse dynamique des réseaux sociaux. S'appuyant sur les données collectées par l'Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) sur 3 800 acteurs et 60 000 événements violents au cours de la période 1997-2023, elle étudie l'évolution dans le temps des liens d'alliance et de rivalité entre acteurs violents, à l'échelon régional et local. Elle souligne l'augmentation du nombre de belligérants, la densification des relations de rivalité et la polarisation croissante des réseaux de conflit. Ces dynamiques sont extrêmement inquiétantes pour l'avenir de la région, puisqu'en plus de rendre les efforts de paix plus ardues que jamais, elles contribuent à la hausse du nombre de victimes civiles potentielles.